



## PROJET DE MARCHÉ PAO-B26-01863-AR

### ENTRE

**LE COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES**, établissement public de recherche à caractère scientifique technique et industriel,  
dont le siège social est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15<sup>ème</sup>,  
immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S PARIS B 775 685 019  
représenté par Monsieur Cyril FELLOUS agissant en qualité de chef de département du DOPT,

ci-après dénommé « **le CEA** »

d'une part,

### ET

**La société** [REDACTED],  
dont le siège social est situé [REDACTED],  
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de [REDACTED]  
sous le numéro R.C.S [REDACTED],  
représentée par Madame/ Monsieur [REDACTED],  
agissant en qualité de [REDACTED],

ci-après dénommée « **le Titulaire** »

d'autre part,

**Il a été convenu et arrêté ce qui suit :**

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - OBJET .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 3 - CORRESPONDANTS.....</b>	<b>3</b>
3.1 - Correspondants du CEA .....	3
3.2 - Correspondants transitaire du CEA Grenoble [pour fournisseurs étrangers hors Union européenne] .....	4
3.3 - Correspondants du Titulaire.....	4
<b>ARTICLE 4 - CONTROLE SUR LE LIEU DE FABRICATION .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 5 - DELAIS .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 6 - EMBALLAGE – TRANSPORT – LIVRAISON.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 7 - DOCUMENTS A REMETTRE A LA LIVRAISON .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 8 - MONTAGE - ESSAIS - MISE EN SERVICE .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 9 - RECEPTION .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 10 - GARANTIE .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 11 - PRIX.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 12 - PENALITES .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 13 - CONDITIONS DE FACTURATION .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 14 - CONDITIONS DE REGLEMENTS .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 15 - REGIME FISCAL [si marché en France ] .....</b>	<b>9</b>
<b>REGIME FISCAL ET DOUANIER [obligatoire si marché à l'étranger si marché dans l'UE supprimer le § Régime Douanier] .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 16 - RESPECT PAR LE TITULAIRE DE LA REGLEMENTATION FISCALE ET SOCIALE .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 17 - LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 18 - CONCLUSION DU MARCHÉ .....</b>	<b>10</b>

## **ARTICLE 1 - OBJET**

Le présent marché a pour objet de fixer les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la fourniture d'un équipement de caractérisation électrique infrarouge dénommé Cryostat.

Le marché comprend **les options à chiffrage facultatif** suivantes\* :

- Option 1 : Régulation individuelle du bouclier thermique
- Option 2 : Dewar et cannes de transferts
- Option 3 : Système de pompage
- Option 4 : Mesure de la température du bloc moteur proche du porte-échantillon
- Option 5 : Conception d'un câble raccordé au connecteur à 32 broches
- Option 6 : Câble triaxial isolé électriquement et connecté à la surface du porte-échantillon et l'âme du connecteur triaxial
- Option 7 : Transport DAP CEA Grenoble

Le CEA lève au plus tard les options à la date de notification du marché.

L'absence de levée de tout ou partie des options n'ouvre droit à aucune indemnité pour le titulaire.

L'équipement de base et les options levées sont ci-après désignés ensemble par le terme « L'Équipement ».

**\*à finaliser lors de la signature du marché**

## **ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- les prescriptions de Sécurité et leurs annexes (référentiels correspondants) ;
- le dossier de consultation référencé PAO-B26-01863-AR avec, faisant partie intégrante, les prescriptions techniques du marché et leurs annexes (cahier des charges référencé : DRT-LETI-DOPT-SCIM-LIR-26-05-001135 en date du 5 juin 2026, plans, etc.) ;
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés), indice A et le règlement intérieur ;
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) du CEA (édition de janvier 2022) ;
- les documents normatifs (normes, documents techniques unifiés, etc.) ;
- l'offre du Titulaire référencée \_\_\_\_\_ du \_\_\_\_\_, à titre supplétif.

**(à compléter par le soumissionnaire)**

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus.

Les conditions générales de vente du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

## **ARTICLE 3 - CORRESPONDANTS**

### **3.1 - Correspondants du CEA**

*Correspondants techniques :*

M. Maxence SORIA - DRT-LETI-DOPT-SCIM-LIR  
E-mail : [maxence.soria@cea.fr](mailto:maxence.soria@cea.fr)

Tél. : 04.38.78.32.18

M. Pierre BLEUET - DRT-LETI-DOPT-SCIM-LIR  
E-mail : [pierre.bleuet@cea.fr](mailto:pierre.bleuet@cea.fr)

Tél. : 04.38.78.93.85

*Correspondantes commerciales :*

Mme Alexane ROGEON – Service des Marchés et Achats - Tél. : 06.58.69.85.96  
Email : [alexane.rogeon@cea.fr](mailto:alexane.rogeon@cea.fr)

Mme Clara GOGORIAN – Service des Marchés et Achats - Tél. : 06.60.39.51.46  
Email : [clara.gogorian@cea.fr](mailto:clara.gogorian@cea.fr)

Mme Anne MANGIN – Service des Marchés et Achats - Tél. : 04.38.78.09.87  
Email : [anne.mangin@cea.fr](mailto:anne.mangin@cea.fr)

*Comptabilité fournisseur :*

Tél : 01 69 08 47 50

Email : SFC-fournisseurGRE@CEA.fr  
RELANCES@cea.fr

### **3.2 - Correspondants transitaire du CEA Grenoble [pour fournisseurs étrangers hors Union européenne]**

Pour les formalités de dédouanement, le Titulaire doit s'adresser à :

#### **BBL CARGO**

Adresse :

Fret Vite P/C BBL Cargo

125 Route du Ruisset

38360 Noyarey - FRANCE

Vos correspondants : [bblcargocea@bbl-cargo.com](mailto:bblcargocea@bbl-cargo.com)

Tel : +33 7 61 82 16 80

### **3.3 - Correspondants du Titulaire**

*Correspondant technique :*

[REDACTED]

Tél : [REDACTED]

E-mail : [REDACTED]

*Correspondant commercial :*

[REDACTED]

Tél : [REDACTED]

E-mail : [REDACTED]

**(à compléter par le soumissionnaire)**

## **ARTICLE 4 - CONTROLE SUR LE LIEU DE FABRICATION**

Un contrôle sur le lieu de fabrication sera réalisé, afin de vérifier la conformité de l'équipement aux exigences mentionnées dans le cahier des charges.

Le contrôle est réalisé en présentiel et en présence du responsable technique du CEA ou de son représentant dûment qualifié, prévenu au moins quinze jours auparavant par le Titulaire et par écrit (email) de la disponibilité de l'Equipement.

Ce contrôle donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal rédigé par le CEA et signé des deux parties.

Le contrôle réalisé par le CEA ne dégage en rien la responsabilité du Titulaire quant à la qualité et la conformité du matériel à l'ensemble des textes en vigueur, notamment en matière de santé et de sécurité au travail, à l'obligation de fournir les certificats correspondants et plus généralement sa responsabilité au titre des obligations contractuelles.

Le Titulaire ne peut pas procéder à l'expédition de l'Equipement avant la levée de toutes les réserves éventuellement mentionnées sur le procès-verbal ou avant l'accord explicite du CEA.

## **ARTICLE 5 - DELAIS**

T<sub>0</sub> étant la date de notification du présent marché,  
T<sub>1</sub> étant la date d'arrivée de l'Equipement sur le site de Grenoble,  
le Titulaire doit respecter les délais suivants :

- contrôle sur le lieu de fabrication de l'Equipement : T<sub>0</sub> + [ ] mois
- mise à disposition de l'Equipement : T<sub>0</sub> + [ ] mois, **si incoterm FCA**
- livraison de l'Equipement : T<sub>0</sub> + [ ] mois, **si incoterm DAP**
- réalisation des travaux de montage, mise en service et essais sur le site : T<sub>1</sub> + [ ] mois
- Réception de l'Equipement suite à la réalisation satisfaisante des tests définis dans le cahier des charges : T<sub>1</sub> + [ ] mois.

**(à compléter par le soumissionnaire)**

## **ARTICLE 6 - EMBALLAGE – TRANSPORT – LIVRAISON**

L'Equipement est emballé sous la responsabilité du Titulaire.  
Dans ce cadre, le Titulaire s'engage à prendre les précautions nécessaires pour préserver l'intégrité de l'Equipement.

- Si le CEA prend en charge le transport\* :

L'incoterm retenu est FCA USINE (**ville/pays à préciser par le soumissionnaire**) (Selon la convention de la CCI – Incoterms 2020).

Le Titulaire informe le CEA du lieu d'enlèvement de l'Equipement, libre de toute contrainte de manutention.

Le transfert des risques intervient lors de la mise à disposition de l'Equipement.

- Si le transport est confié au Titulaire\* :

L'Equipement est emballé et transporté sous la responsabilité du Titulaire.

L'Incoterm retenu est DAP CEA Grenoble (Selon la convention de la CCI – Incoterms 2020).

Le transfert des risques a lieu à la livraison.

**\*A finaliser dans la commande définitive**

Les livraisons sont uniquement effectuées du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h00. Toute livraison doit être faite au Bâtiment « RECEPTION » du CEA sous peine de retard important dans les règlements.

L'adresse du bâtiment réception est :

CEA GRENOBLE  
BATIMENT RECEPTION  
17 Rue des Martyrs  
38054 GRENOBLE CEDEX 9

Le Titulaire doit impérativement indiquer sur l'étiquette d'identification des colis (dans le bordereau de livraison intérieur) le numéro complet du présent marché.

### **Zone à Faibles Emissions**

Le CEA Grenoble étant situé dans une Zone à Faibles Emissions (ZFE) pour les véhicules utilitaires légers et poids lourds, le Titulaire, son personnel et ses sous-traitants éventuels doivent se conformer à la réglementation en vigueur.

## **ARTICLE 7 - DOCUMENTS A REMETTRE A LA LIVRAISON**

Le Titulaire remet au CEA, à la livraison de l'Equipement, toute la documentation afférente : certificat de conformité CE, notice de fonctionnement, notice d'utilisation avec plans et schémas électriques, manuel de maintenance, notice d'entretien, et instructions de sécurité et tous documents mentionnés dans le cahier des charges en langue française ou anglaise.

Les instructions de sécurité doivent être impérativement remises en langue française.  
A défaut il est fait application de l'article 35 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

## **ARTICLE 8 - MONTAGE - ESSAIS - MISE EN SERVICE**

Il est fait application de l'article 32 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Le Titulaire affecte aux travaux de montage, mise en service et essais sur le site, le personnel qualifié et les moyens appropriés pour en assurer la bonne exécution, le contrôle et les essais de bon fonctionnement.

A l'issue de ces travaux, il est procédé à la Réception de l'Equipement.

## **ARTICLE 9 - RECEPTION**

La Réception est prononcée après livraison complète de l'Equipement et à la fin des opérations d'installation, de mise en service, et après essais satisfaisants, sous réserve de sa conformité aux exigences spécifiées dans le cahier des charges et conformément aux dispositions du chapitre 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Cette Réception fait l'objet d'un procès-verbal rédigé par le CEA et signé contradictoirement par les représentants du CEA et du Titulaire.

Le transfert de propriété de l'Equipement a lieu à la date de la signature du procès-verbal de Réception.

## **ARTICLE 10 -GARANTIE**

L'Equipement est garanti contractuellement 1 an (un an) à dater de la Réception contre tout vice de matière, de fabrication, de montage et de fonctionnement, en conformité avec les spécifications techniques du cahier des charges.

Cette garantie couvre les pièces (hors consommables), la main d'œuvre, les transports et les déplacements.

Pendant la période de garantie, le Titulaire s'engage à intervenir pour les dépannages au plus tard dans les trois (3) semaines suivant la réception d'un courrier électronique de demande d'intervention du CEA. Ces prestations sont effectuées tous les jours, du lundi au vendredi de 8 heures à 17 heures.

En cas de réparation chez le Titulaire celui-ci est responsable de la garde et de l'emploi de l'Equipement, propriété du CEA, à compter de sa prise en charge sur le site CEA et après signature d'un procès-verbal émis par le CEA et signé contradictoirement par les Parties.

Les risques seront de nouveau transférés au CEA au moment de la signature contradictoire par les Parties du procès-verbal de retour de l'Equipement sur le site de Grenoble.

Le Titulaire a la charge de tous les frais liés au transport de l'Equipement (aller/retour).

## ARTICLE 11 - PRIX

Le prix ferme et forfaitaire de l'Equipement est de \_\_\_\_\_\* € HT (\_\_\_\_\_ euros hors taxes).

Ce prix comprend l'emballage, **le transport\***, l'installation, la mise en service au CEA/Grenoble, la garantie contractuelle standard.

Ce prix se décompose comme suit :

Postes	Montants en € HT
Equipement de base : Cryostat	
Option 1 : Régulation individuelle du bouclier thermique	
Option 2 : Dewar et cannes de transferts	
Option 3 : Système de pompage	
Option 4 : Mesure de la température du bloc moteur proche du porte-échantillon	
Option 5 : Conception d'un câble raccordé au connecteur à 32 broches	
Option 6 : Câble triaxial isolé électriquement et connecté à la surface du porte-échantillon et l'âme du connecteur triaxial	
Transport DAP*	

**(à compléter par le soumissionnaire)**

## ARTICLE 12 - PENALITES

Outre les dispositions des Conditions Générales d'Achat du CEA relatives aux pénalités, qui s'appliquent dès lors qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions qui suivent, le CEA peut appliquer les pénalités dans les cas et conditions suivantes

En cas de non-respect des délais contractuels, le Titulaire encourt des pénalités de retard à hauteur de 150 euros du montant HT du marché par jour calendaire de retard. Les pénalités appliquées au titre de ce paragraphe sont plafonnées à hauteur de 10% du montant HT du marché.

Par ailleurs, en dehors des cas visés à l'alinéa ci-dessus, dans l'hypothèse où le CEA met le Titulaire en demeure de se mettre en conformité avec ses obligations dans un délai fixé dans la mise en demeure et pour le cas où le Titulaire ne respecte pas ce délai, le CEA applique une pénalité de 250 euros par jour calendaire de retard.

Les pénalités sont applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires sur la facturation.

Les pénalités sont cumulatives et leur application est indépendante des autres sanctions auxquelles le retard peut donner lieu, notamment la résiliation éventuelle du marché. Dans l'hypothèse d'une résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour de la notification de résiliation.

Les pénalités n'ont pas un caractère libératoire de la responsabilité du Titulaire.

## **ARTICLE 13 - CONDITIONS DE FACTURATION**

Les factures sont établies selon l'échéancier suivant :

**-30 % du montant HT du marché et les taxes afférentes aux approvisionnements principaux** identifiés comme étant la propriété du CEA et éventuellement contrôlés.

-**10%** du montant HT du marché à la **livraison** de l'Équipement.

Le Titulaire reste débiteur de ce terme jusqu'à prononciation de la Réception.

-**60 %** du montant HT du marché et les taxes afférentes à la **Réception**.

Il est précisé que chaque facture doit reprendre le terme de paiement antérieur déjà facturé par le Titulaire.

#### **ARTICLE 14 - CONDITIONS DE REGLEMENTS**

**Avec une société de droit étranger**

Les factures sont adressées en un exemplaire au :

CEA de Saclay  
SFC - comptabilité fournisseur PC 75  
91191 GIF-SUR-YVETTE Cedex  
FRANCE

Tél. : 01 69 08 47 50

Toutes les factures émises portent la référence du présent marché.

Les règlements interviennent à 30 jours à compter de la date de réception de la facture, après livraison ou exécution.

**Avec une société de droit français (Portail Chorus obligatoire), ou avec une société de droit étranger si le Titulaire le souhaite (Portail Chorus facultatif)**

**Il est précisé que l'utilisation du portail Chorus est facultative pour les sociétés de droit étranger. Si le Titulaire opte pour ce mode de facturation, ce choix est irréversible, pour toutes les factures à venir et pour tous les marchés passés avec le CEA.**

Conformément aux articles L2192-1 et suivants et D2192-2 du code de la commande publique complétés par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent Marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**
- le code service **GRE-C** qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture ;
- le numéro d'engagement (**n°de marché/commande SAP**) composé de 10 chiffres
- l'adresse de facturation du CEA :

CEA de Saclay  
SFC - Comptabilité fournisseur PC 75  
91191 GIF-SUR-YVETTE Cedex  
FRANCE

Le délai de règlement est de 30 (trente) jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions du marché.

Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA (PV) ou d'un événement ayant déclenché un terme de facturation doivent être transmises en même temps que les factures.



Toute facture non conforme aux termes du marché sera renvoyée à l'émetteur.

#### **ARTICLE 15 - REGIME FISCAL [si marché en France ]**

Le régime des taxes applicables au présent marché est celui de la TVA au taux en vigueur au moment du fait générateur.

S'agissant d'une livraison de bien, la TVA sera exigible au plus tard au moment du transfert de propriété.

En vertu de l'article 269,2-a du CGI modifié par l'article 30 de la loi 2021-1900 du 30 décembre 2021, les acomptes encaissés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, seront soumis à TVA.

**OU**

#### **REGIME FISCAL ET DOUANIER [obligatoire si marché à l'étranger si marché dans l'UE supprimer le § Régime Douanier]**

##### **Régime fiscal**

Le régime des taxes applicables au présent marché est celui de la TVA au taux en vigueur au moment du fait générateur.

S'agissant d'une livraison de bien, la TVA sera exigible au plus tard au moment du transfert de propriété.

En vertu de l'article 269,2-a du CGI modifié par l'article 30 de la loi 2021-1900 du 30 décembre 2021, les acomptes encaissés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, seront soumis à TVA.

L'importation de l'équipement objet du marché entre dans le champ d'application de la TVA française en vertu des dispositions des article 32 et 60 de la Directive 2006/112/CE.

Conformément aux dispositions de l'article 201 de la même Directive, l'importateur est redevable de la TVA au taux en vigueur au moment du fait générateur. L'importateur acquittera les droits de douane et la TVA due à l'importation, directement auprès de la Douane française.

Le cas échéant, la prestation de transport sera comprise dans le montant de l'assiette de la TVA, en application de l'article 292 du Code Général des Impôts. Celle-ci est constituée par la valeur définie par la législation douanière, conformément à l'article 71 du Code des Douanes de l'Union.

##### **Régime douanier :**

Le Titulaire s'engage à livrer au CEA les biens après dédouanement à l'exportation et à prendre en charge l'obtention des éventuelles licences d'exportation du bien objet du présent marché.

Le titulaire s'oblige à indiquer sur les documents commerciaux le numéro de nomenclature douanière ainsi que l'origine de la marchandise et le pays de dernière provenance.

Le CEA, Etablissement Public de recherche, peut bénéficier d'une franchise des droits de douane pour les instruments et appareils scientifiques, pièces de rechange, d'éléments, d'accessoires et d'outils spécifiques (règlement CE 1186/2009), sous réserve que les caractéristiques techniques objectives et les résultats attendus soient exclusivement ou principalement aptes à la réalisation d'activités scientifiques et que les importations considérées soient sans but lucratif.

De ce fait, le Titulaire s'engage à fournir, en temps utiles, tous les documents nécessaires au dépôt par le CEA de la demande de franchise de droits de douane.

A défaut, le montant des droits de douane indûment payés par l'importateur restera à la charge exclusive du Titulaire.

Le dédouanement de la marchandise sera pris en charge par le représentant en douane agréé du CEA/Grenoble c'est-à-dire la société **BBL CARGO**, située 125 Route de Ruisser, 38360 NOYAREY, depuis le départ de la marchandise avec les numéros de LTA (airway bill) en cas de transport aérien ou d'une copie du connaissement (bill of lading) en cas de transport maritime, et la facture accompagnant le transport.

#### **ARTICLE 16 - RESPECT PAR LE TITULAIRE DE LA REGLEMENTATION FISCALE ET SOCIALE**

Le Titulaire s'engage à remettre :

- lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du Code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du marché, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions Générales d'Achat du CEA).

#### **ARTICLE 17 - LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE**

Il est expressément convenu que l'exécution du présent marché est soumise à la législation française.

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent marché, est de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Grenoble.

#### **ARTICLE 18 - CONCLUSION DU MARCHE**

Il est demandé au Titulaire de renvoyer le présent marché dûment signé.

**Fait à Grenoble en un exemplaire,**

Le

**Pour le Titulaire,**

**Pour le CEA,**

